



Appel à communications

Les jeunes et l'action politique : participation, contestation, résistance

80^e congrès de l'ACFAS
Palais des congrès de Montréal
7 au 11 mai 2012

Les représentations sociales autour de la participation politique des jeunes reposent depuis déjà quelques décennies sur l'idée qu'elle serait en crise. De fait, le fossé globalement observable entre les représentants politiques et la population civile rencontrerait son cas limite auprès de la jeune génération actuelle, complètement cynique (Diplock, 2002; Henn *et coll.*, 2005). Chez les plus optimistes, l'absence des jeunes dans les arènes militantes et associatives serait temporaire, due *grosso modo* à une période de la vie généralement caractérisée par des ressources matérielles limitées et des préoccupations (parentalité, accès à la propriété) d'un autre ordre (Bennet, 1998; Muxel, 2002). Que ce soit sur une base temporaire ou définitive, la jeunesse est néanmoins brossée, sur ce tableau, comme étant nettement désengagée et dépolitisée.

Cette vision d'une dépolitisation de la population juvénile mérite d'être nuancée pour au moins trois raisons. Premièrement, le cadre référentiel ultime des travaux sur l'engagement politique semble avoir été le militantisme de gauche voué à de grandes causes, si bien que de nombreux chercheurs ont délaissé certains terrains (Sawicki et Siméant, 2008). Une dichotomie hiérarchisée, même implicite, ne manque alors pas de s'installer entre des formes traditionnelles d'engagement militant et d'autres plus nouvelles ou moins légitimes, comme le laissent entendre le qualificatif peu reluisant de « *not in my backward* » à l'endroit d'actions plus ponctuelles et localisées, ou encore certaines attitudes condescendantes à l'endroit des mouvements jeunesse de droite. Par conséquent, les « nouveaux engagés » et les formes juvéniles d'action politique moins conventionnelles, restent dans l'ombre. L'intérêt consiste dès lors à comprendre les sens dont sont porteurs les engagements des jeunes, à la fois les plus classiques et les moins attendus, de même que leurs relations ou exclusions mutuelles.

La deuxième raison pour laquelle le rapport des jeunes au politique se doit d'être circonscrit autrement repose probablement sur une question de sémantique et de méthodes. Qu'est-ce qu'« être politisé », au juste? Si on admet que la politisation est le processus par lequel un problème vécu d'abord sur un mode individuel acquière une teneur polémique et publique (générale) dans le but de surmonter une injustice (Hamidi, 2006), on est alors autorisé à penser que des actions qui s'opèrent de manière dispersée et diffuse sous le poids d'énormes contraintes puissent, par agrégation, aboutir à des formes de résistance collective (Vairel et Zaki, 2011). Ces actions, moins visibles car moins conflictuelles, appellent toutefois à des méthodes de recherche au plus près des terrains afin d'observer les interactions entre individus ainsi qu'entre individus et

contextes. Qui plus est, l'observation en situation des processus d'engagement permet de repérer des obstacles inattendus à la politisation, et d'éviter ainsi de sombrer dans une catégorisation à caractère essentialisant de type : « la jeunesse est (par nature) dépolitisée ».

Enfin, il est approprié de se demander si la soi-disant crise de la participation politique des jeunes ne résulte pas d'un regard « euro-centré » qui prévient l'observation de pratiques des jeunes dans ou issues des sociétés postcoloniales, soit parce que jugées subversives et menaçantes pour l'*establishment* (mouvements punk et rap, jeunes des favelas, émeutes urbaines), soit parce que supposées impossibles, par exemple sous les régimes autoritaires. Dans le premier cas, c'est ne pas vouloir voir que ces jeunes contestent les limites du néolibéralisme mondial qui promet une consommation sans bornes tout en les excluant des sphères productives de l'économie formelle (Comaroff et Comaroff, 2000). Dans le second cas, c'est oublier par exemple que les événements récents du « printemps arabe » ont largement eu à leur tête des jeunes qui sont « passés au politique » (Allal, 2011). L'idée est alors de réfléchir aux formes d'action politique des jeunes non pas tant en supposant une culture juvénile planétaire uniforme, mais en pensant les processus globalisés de marginalisation en lien avec les formes de résistance localisée qu'ils suscitent (Bertho, 2009).

Au cours de ce colloque, nous chercherons donc à comprendre : les lieux d'engagement politique des jeunes d'aujourd'hui, ceux plus classiques comme ceux plus marginalisés ou non-conventionnels; leurs actions de résistance tantôt violentes et ponctuelles, tantôt silencieuses et non conflictuelles; leurs pratiques plus organisées de contestation et de revendication; les passages entre ces registres d'action politique, de même qu'entre le politique et le non-politique. Nous nous attacherons ce faisant à les restituer dans leurs contextes institutionnels (association locale, parti politique, etc.), nationaux et politiques (autoritarisme, pluralisme). Des réflexions auront également lieu autour des modes d'appréhension théorique et méthodologique des processus de politisation des jeunes, leurs limites ainsi que les possibilités de décloisonnement des approches et des disciplines.

Regroupés en panels autour de ces thématiques ou d'autres, les présentateurs disposeront de 15 à 20 minutes pour leur communication et chaque panel sera suivi d'un commentaire. Les propositions de communications (titre; nom, affiliation et adresse courriel des présentateurs; ainsi qu'un résumé d'un maximum de 1500 caractères, espaces compris) doivent parvenir à sgarneau@uottawa.ca d'ici le **16 janvier 2012, 16h00**. Les décisions du comité scientifique du colloque seront rendues avant le 1^{er} février 2012. Puisque les panels sont commentés, des textes préliminaires devront être fournis le 30 avril 2012. Suite au colloque, les communications qui contribuent le mieux à la réflexion collective sur les processus de politisation et l'action politique des jeunes seront regroupées en vue d'une publication arbitrée (ouvrage collectif pressenti dans la collection *Regards sur la jeunesse*, aux Presses de l'Université Laval).

Responsables :

Stéphanie GARNEAU, professeure agrégée, École de service social, Université d'Ottawa
sgarneau@uottawa.ca

Nicole GALLANT, professeure-chercheure agrégée, directrice de l'Observatoire Jeunes et Société, Centre Urbanisation Culture Société de l'INRS
nicole.gallant@usc.inrs.ca